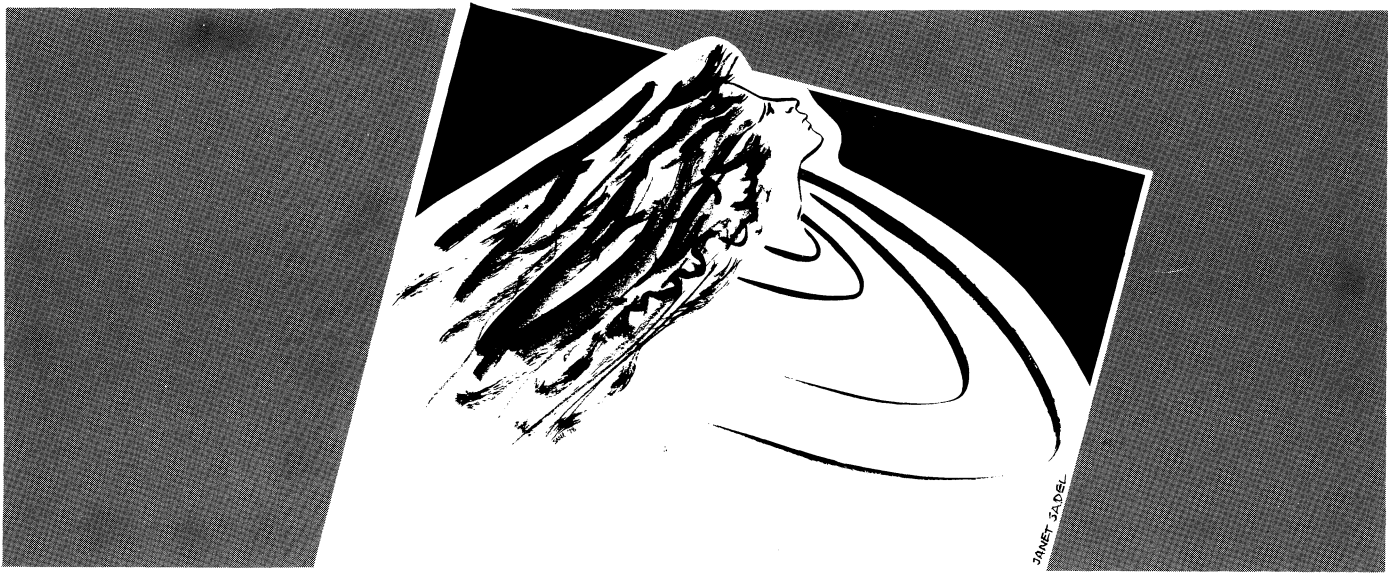


L'Éducation chez les femmes

Un travail d'économie présenté à M. Stelcner, professeur à
l'Université Concordia par Jasmine Brien.



Women and Education

In this article, based on a paper written for an Economics course at Concordia University, Jasmine Brien discusses the participation of women, particularly in Québec, in institutions of 'higher learning' and the relationship between this participation and women's prospects on the job market.

(Ce travail a été abrégé pour des raisons d'espace — La Rédaction)

La rôle 'traditionnel' de la femme était habituellement de se marier, d'avoir plusieurs enfants et de se dévouer corps et âme pour les siens et garder la maison en s'oubliant en un geste d'amour désintéressé. Dans nos sociétés modernes, ce temps est désormais révolu. Les femmes s'affirment de plus en plus, veulent travailler à l'extérieur et réclament leur droit à l'autonomie, droit longtemps bafoué.

Les économistes d'hier ignoraient complètement le rôle des femmes dans la société. De plus en plus, aujourd'hui, ils se penchent sur le phénomène. Au Canada, nous assistons depuis le début du 20^e siècle à un accroissement du taux de participation des femmes dans la vie active. En 1901, les femmes représentaient moins de 15% de la force de travail. En 1972, un Canadien sur trois sur le marché du travail était de sexe féminin et le taux de participation des femmes était de 37.9%.

Mais le cycle de participation au travail n'est pas le même pour les hommes que pour les femmes. La plupart des hommes entrent sur le marché du travail sitôt leurs études terminées, et travaillent jusqu'à l'âge de leur retraite. Le fait d'avoir de l'emploi ou non ne les fera pas quitter le marché de travail.

Par contre, le cycle des femmes est beaucoup plus discontinu. Elle travaillera puis quittera son travail pour vaquer à des occupations domestiques puis retournera sur le marché du travail et le quittera de nouveau. Le cycle des femmes est caractérisé par d'incessantes entrées et sorties.

Cette étude portera principalement sur l'éducation des femmes au Canada et plus spécifiquement au Québec. Elle nous fera voir où et pourquoi nous devons tendre dans l'avenir à une meilleure participation des femmes dans le secteur de l'éducation en tant qu'étudiantes.

Un Aperçu de ce qu'est la Canadienne

L'Éducation pourquoi?

L'éducation est la base même d'une société qui se veut en évolution. Il est donc très important de s'éduquer. Mais les femmes s'éduquent-elles autant que les hommes au Canada? Elles le devraient, car si elles ne le font pas, ce n'est pas seulement la femme qui perd mais aussi toute la société car cette dernière n'utiliserait pas efficacement toutes ses ressources.

Au Canada comme aux États-Unis des études ont démontré que les femmes plus éduquées auront moins tendance à procréer. Ces femmes auront plus le goût de faire partie de la population active car elles peuvent y espérer un emploi plus intéressant et plus rémunérateur que la moyenne, donc un pouvoir d'achat accru. Les femmes d'ici en Amérique du Nord sont moins éduquées que les hommes.

De plus en plus de femmes profitent des avantages que procurent les cours d'éducation aux adultes. Ce secteur est trop souvent laissé pour compte. Dans ce travail nous ne saurions le passer sous silence puisque c'est dans ce secteur de l'éducation que nous retrouvons le plus de femmes. L'éducation des adultes signifie des cours dispensés à des adultes dans un cadre non-obligatoire et qui peuvent conduire vers une spécialisation quelconque afin d'acquérir de nouvelles connaissances ou de parfaire son éducation.

La femme moderne devant faire face de plus en plus à la réalité quotidienne, doit être prête à toute éventualité et pouvoir s'assumer elle-même.

Malgré la difficulté de recueillir des données dans ce secteur de l'éducation, Gail Cook en a estimé le nombre en regard du sexe.

*Cours à temps partiel
créditable*

*Cours d'intérêt général
non-créditable*

<i>Année</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>
1969-70	101	75	77	197
1970-71	123	103	61	181
1971-72	95	104	70	206

Source: Ostry, Sylvia, *The Female Worker in Canada*, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, 1968.

Les femmes se retrouvent en plus grand nombre dans les cours de formation générale et ces cours sont habituellement des cours de formation socio-culturelle. Ces cours ne lui permettront pas vraiment d'améliorer sa situation économique, tout ce qu'ils feront, ce sera dans le but d'améliorer sa culture personnelle.

Dans la même optique que l'éducation aux adultes, les centres de main-d'oeuvre du Canada dispensent des cours de formation. Là encore les femmes se retrouvent dans les domaines culturels, les cours de langue. . . .

L'Éducation chez les femmes du Québec

Les femmes du Québec sont moins instruites que leurs homologues mâles. Jusqu'au niveau du CEGEP, elles fréquentent à peu près autant les institutions scolaires, mais après cela, c'est-à-dire au niveau universitaire de premier de deuxième et de troisième cycles, elles représentent environ un tiers de la population étudiante, 39 pour cent au niveau du premier cycle et 31 pour cent au niveau des deuxième et troisième cycles.

Regardons quelques statistiques concernant la scolarité des mâles et des femelles. Dans la population dite adulte, 19.6 pour cent des femmes ont plus de 11 ans de scolarité, comparativement à 23.3 pourcent pour les hommes. A cause de leur niveau inférieur de scolarité, les femmes se retrouvent dans un éventail moins étendu d'emplois. Et celles qui étudient plus longtemps, sont concentrées dans les domaines dits féminins. Chez les diplômées du CEGEP professionnel en 1974, 61.4 pour cent des femmes le furent dans des techniques de laboratoire, de physiothérapie et j'en passe.

Avant d'analyser directement les Québécoises dans les milieux scolaires, donnons un bref aperçu de ce qu'elles font. Les statistiques indiquent que le taux de participation dans la population active pour les femmes du Canada tourne autour de 40 pour cent dans les années '70. Cette tendance est la même au Québec. D'après les chiffres compilés par Statistiques Canada en 1971, ce taux de participation était de 28.4 pour cent pour les femmes mariées, de 25 pour cent chez les femmes ayant des enfants d'âge scolaire et de 22 pour cent pour les femmes ayant des enfants d'âge pré-scolaire au Québec. Les enfants influencent directement le taux de participation de leur mère car surtout lorsqu'elles ont des enfants en bas âge, la mère préférera rester au foyer afin d'élever son enfant. Alors que l'enfant grandit, la femme retournera graduellement sur le marché du travail. Pour les enfants, il n'existe que très peu de garderies. En 1971, on dénombrait un maximum de 10,000 places dans les garderies québécoises alors qu'il y avait plus de 180,000 travailleuses ayant des enfants, et pas nécessairement un enfant par mère mais souvent plus que cela.

Cet état de choses peut décourager une mère d'entrer sur le marché du travail car bien souvent elle n'aurait pas les moyens financiers pour se payer une gardienne à temps plein et elle ne peut laisser son enfant dans la rue!

La probabilité d'avoir des enfants étant plus élevée dans le cas de femmes mariées (en 1974, 7.6 pour cent des naissances eurent lieu en dehors du cadre de femmes mariées), et 60 pour

cent des femmes dites adultes au Québec étant mariées, nous retrouvons donc moins de femmes dans la population active à cause du manque de garderies et du désir des femmes d'élever leurs enfants elles-mêmes. D'après une étude effectuée par le Conseil national du bien-être social, il y aurait 59.6 pour cent de mères seules vivant dans la pauvreté, ce chiffre tombe à 14.1 lorsqu'il s'agit de pères seuls. Lorsque nous songeons que la probabilité de divorce au Canada est de 23 pour cent et que 39 pour cent des causes rendues pour divorce laissaient la femme avec des enfants, ces chiffres concernant la pauvreté donnent à réfléchir. Etant moins éduquée et ayant des enfants à sa charge, une mère peut difficilement se trouver un emploi rémunérateur. De plus l'espérance de vie des femmes du Québec est de sept ans plus longue que celle des hommes et elle se doit de gagner sa croûte durant ces sept années.

Ce qui nous amène à étudier les salaires que les femmes peuvent gagner en général. En 1971, toujours selon Statistiques Canada, le revenu moyen et annuel des Québécoises était de \$2,971.

Pour les hommes travaillant à temps plein, leur revenu moyen annuel était de \$7,663, et pour les femmes il passait à \$4,652, donc 60 pour cent du revenu moyen annuel des hommes. Serait-elle dans des occupations moins rémunérées ou est-elle tout simplement moins bien payée? Nous étudierons ceci en même temps que les secteurs d'éducation où elle se dirige. Disons simplement qu'une brève étude des postes occupés par les femmes nous révélerait une répartition très inégale. Les employées de bureau prennent 32 pour cent de toutes les travailleuses et un autre 39 pour cent des travailleuses se retrouvent dans des emplois de service et de santé, emplois moins rémunérés que les autres et la plupart du temps non-syndiqués.

Le Système éducatif au Québec

L'appareil éducatif au Québec a bien évolué depuis ces dernières années. Maintenant les écoles sont regroupées en Commission Scolaire et en Régionale. Il existe de moins en moins d'écoles privées et l'éducation est dispensée gratuitement jusqu'à la fin du CEGEP. L'éducation est obligatoire pour tous les jeunes jusqu'à l'âge de seize ans, ce qui équivaut au secondaire V environ.

Au niveau universitaire, l'étudiant se choisit un champ de concentration menant habituellement vers le baccalauréat ou vers un certificat. Pour obtenir un baccalauréat, le cours est ordinairement de trois ans mais ceci peut varier selon la discipline choisie. En administration, en économique, en sciences sociales, en enseignement entre autres, le programme conduisant au baccalauréat est de trois ans.

Après avoir complété un baccalauréat avec distinction, l'étudiant peut se tourner vers le marché du travail ou continuer ses études au niveau de la maîtrise, et, s'il le désire, par la suite s'acheminer vers le doctorat. Le coût des cours au niveau universitaire est d'environ \$250 par session ou plus selon la discipline et l'université, bien que toutes les universités du Québec demandent à peu de choses près les mêmes frais dans une discipline particulière.

Aux niveaux primaire et secondaire, il existe également des institutions privées. Pour y envoyer leurs enfants, les parents doivent déboursier une certaine somme (environ \$500 par année scolaire). Là encore le gouvernement donne des subventions à ces institutions afin de défrayer une partie du coût de cet enseignement.

L'Utilisation de l'appareil éducatif par les Québécoises

Afin de mieux comprendre ce qui suivra, voyons combien de Québécois fréquentent l'école à temps plein en regard du sexe, en 1971.

Scolarité de la population de 5 ans et plus fréquentant l'école à temps plein

	Femmes	Hommes
Elémentaire	525,435	559,645
Secondaire et CEGEP	239,490	254,285
Université, sans grade	20,140	31,860
Université, avec grade	8,880	19,685

Source: *L'Accès à l'éducation pour les femmes du Québec*, mémoire du Conseil du Statut de la Femme, décembre 1976.

Les femmes constituant la moitié de la population (elles représentent 50.3 pour cent de la population), elles représentent environ la moitié des effectifs étudiants de niveau élémentaire, secondaire et collégial. Là où la différence se fait le plus sentir, c'est au niveau universitaire. Au niveau sous-gradué, elles représentent 38.9 pour cent de cette population et au niveau gradué, c'est-à-dire, au deuxième et au troisième cycles, elles ne constituent plus que 31 pour cent de cette population. Le milieu universitaire est donc à majorité masculin.

Disciplines vers lesquelles s'orientent les femmes

Au niveau collégial, cinq disciplines de formation générale sont offerts. Chacune de ces cinq disciplines se subdivisent à son tour en des programmes différents qu'il serait trop long d'énumérer ici. Regardons la répartition par sexe et par discipline des diplômés de 1974 au Québec.

Options	Répartition entre les options		Pourcentage de femmes chez les diplômés
	% F	% H	
Sciences de la santé	23.0	18.3	50.2
Sciences pures et appliquées	6.6	23.8	18.1
Sciences humaines	46.3	36.4	50.6
Sciences de l'administration	3.6	13.5	17.5
Arts et lettres	20.6	8.1	67.2
TOTAL	100%	100%	44.6%
NOMBRE	5,360	6,661	

La répartition des femmes est beaucoup plus inégale que celle des hommes. De plus, les femmes sont surtout concentrées dans les sciences humaines où elles constituaient 50.6 pour cent des diplômés. Même si moins de femmes se dirigeaient vers les Arts et les Lettres (20.6 pour cent), elles n'en constituaient pas moins de 67.2 pour cent des diplômés dans ces domaines.

Tournons-nous vers le milieu universitaire. En 1974, la tendance observée dans le milieu collégial se maintient, à savoir que, des diplômés universitaires de sexe féminin, 68 pour cent le furent en sciences humaines et peu d'entre elles en sciences pures et appliquées et en science de l'administration.

Observons le nombre d'inscriptions à temps plein au premier cycle pour trois universités francophones du Québec. Les disciplines comptant environ 50 pour cent de femmes sont les sciences de la santé, les arts et lettres, et l'éducation, la formation des maîtres. A l'Université de Montréal, 45.45 pour cent des femmes se trouvent dans la Faculté d'arts et sciences. A l'Université Laval, la plus forte proportion de femmes se trouvent en éducation et formation des enseignants où elles représentent 63.13 pour cent des inscrits dans cette discipline, la plus forte proportion dans cette université. L'Université du Québec est dans la même situation que l'Université Laval. En formation des maîtres, 30.88 pour cent des femmes s'y re-

trouvent, constituant 68.89 pour cent des inscrits dans cette discipline.

Au niveau des deuxième et troisième cycles à l'Université Laval, plus de femmes se retrouvent dans les lettres. Exception faite des lettres, des sciences sociales et de la psychologie, la répartition entre les différentes disciplines est plus équitable à ce niveau qu'au niveau collégial, bien qu'il y existe de sérieux écarts.

Mais tous les domaines où les femmes se concentrent sont les domaines offrant des salaires inférieurs. Il serait intéressant de hausser les salaires dans ces domaines pour voir combien de mâles décideraient d'y entrer.

Les Salaires

D'après Gail Cook, les différences de salaires varient plutôt en fonction du sexe que de l'emploi occupé, et des forces économiques. Les femmes, parce qu'elles effectuent un va-et-vient constant dans la population active, ne peuvent acquérir cette expérience de travail tant recherché.

Les données de Statistiques Canada pour l'année 1971 montrent que les emplois de bureau, là où nous retrouvons le plus de femmes, ne donnent pas le même salaire aux deux sexes. Les femmes peuvent espérer gagner environ 60 pour cent de ce qu'y gagnent les hommes. Les taux moyens des salaires hebdomadaires des femmes travaillant comme suit à Halifax:

... commis au registre de matériel s'établissaient à \$71, comparativement à \$106 pour les hommes; à Montréal, ils étaient de \$86 pour les femmes et de \$120 pour les hommes; à Toronto, ils étaient fixés à \$94 pour les femmes et à \$133 pour les hommes; enfin à Vancouver, ils s'élevaient à \$94 chez les femmes et à \$142 chez les hommes;

ce qui nous donne pour les femmes des salaires de 68 pour cent de ce que gagnent les hommes.

Conclusion

La femme au Canada n'est pas dans une très bonne situation par rapport à l'homme. L'éducation est l'outil premier d'une formation professionnelle, et la femme, en abandonnant ses études avant l'homme, ne peut espérer une situation plus avantageuse que celle qu'elle détient.

Certaines facultés de l'université n'acceptent pas plus qu'un certain pourcentage de femmes. Ce phénomène a tendance à décourager les femmes de s'orienter dans ce domaine, alors les universités se retrouvent avec moins de femmes que prévues. Sur le plan de l'orientation et de l'admission, les cours offerts continuent de reléguer les femmes à leur rôle traditionnel.

L'éducation dite 'post-obligatoire' devrait être ouverte à toute personne le désirant, indépendamment de son sexe et de sa condition économique. C'est un fait reconnu que les emplois d'été rémunérateurs pour femmes sont plus rares, et de beaucoup, que ceux offerts aux hommes. Les femmes disposant d'un revenu moins important ont souvent de la difficulté à poursuivre leurs études, l'automne venu.

Nous aurions besoin d'un plus grand nombre de garderies pour permettre aux femmes de poursuivre leurs études ou leur carrière abandonnée. Egalement, des horaires plus flexibles pour les femmes mais pas nécessairement sous forme de législation, car très souvent celle-ci restreint l'accès des femmes dans certains domaines, comme par exemple l'interdiction aux femmes de travailler dans les mines sous terre. Ces changements devraient s'inscrire parmi les politiques des employeurs eux-mêmes.

Plusieurs mesures restent à prendre. Il faudrait donc que toute les femmes du Québec en prennent conscience.